

Nouveaux Cahiers du socialisme



(Dé)croissance de la richesse, (dé)croissance de la valeur, (dé)croissance de quelle valeur ?

Bernard Friot

Numéro 14, automne 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79401ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Friot, B. (2015). (Dé)croissance de la richesse, (dé)croissance de la valeur, (dé)croissance de quelle valeur ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 142–146.

(Dé)croissance de la richesse, (dé)croissance de la valeur, (dé)croissance de quelle valeur ?

BERNARD FRIOT

La « croissance » que l'on se propose d'interroger est-elle celle des quantités produites ou de leur valeur ? Réfléchir sur la croissance suppose de distinguer les deux versants de la production, la richesse et la valeur. Sans éluder le problème en évacuant la valeur au profit de la richesse. Et une fois cette clarification faite, se pose la question de savoir si « la valeur » est un invariant, ou s'il y a valeur et valeur, car l'incidence du type de valeur sur la richesse est considérable.

Quelle croissance ? Richesse et valeur

Le même terme de « croissance » désigne la dynamique de deux grandeurs très différentes :

- la quantité des biens et services produits : nombre d'appareils téléphoniques, de kilomètres d'autoroute, de diplômes attribués, de malades soignés, etc., dans l'année. Cette addition de valeurs d'usage désigne le produit d'activités concrètes, que l'on appelle par convention la *richesse*. Ces biens et services sont loin d'être tous utiles : une part notable de la richesse est dangereuse, attentatoire à la liberté, à la santé, à la démocratie.
- la quantité de *valeur* produite, en unités monétaires : le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur nouvelle créée dans l'année en additionnant la valeur ajoutée des entreprises et des administrations. La valeur n'est pas la mesure de la richesse. D'une part, toute une partie des valeurs d'usage est considérée comme sans valeur. D'autre part, l'évaluation monétaire des biens et services n'est pas fondée sur leur utilité sociale, mais sur le travail mis en œuvre pour les produire.

De ce fait, la croissance de la richesse peut être beaucoup plus rapide que celle de la valeur, du PIB, si la quantité de travail par unité produite diminue. Le PIB peut grandir à richesse constante si des biens et services jusque-là sans

valeur s'en voient dotés, c'est-à-dire si les activités qui les produisent deviennent du travail. Un mouvement inverse conduira à une baisse du PIB à richesse constante.

À supposer donc que l'interrogation sur la croissance porte sur la richesse produite (son utilité sociale, ses effets écologiques, sa vertu anthropologique), le PIB n'est pas l'indicateur pertinent. Il est par exemple inexact de poser que toute croissance du PIB augmente l'empreinte écologique : tout dépend des activités considérées comme du travail. En déplaçant l'attribution de valeur vers des biens et services à faible empreinte, on peut avoir une croissance du PIB avec recul de l'empreinte écologique. Et un PIB stagnant ou en baisse peut accompagner un bond de productivité du travail qui entraînera une multiplication de la richesse éventuellement génératrice d'empreinte écologique plus lourde.

La valeur détermine la richesse

Le PIB n'est pas la mesure de la richesse, et pourtant il faut s'intéresser à la valeur si l'on veut modifier le cours de la richesse.

J'ai parlé d'activités « considérées comme » du travail, « d'attribution » de valeur pour signifier le caractère conventionnel de la valeur : la valeur n'a pas de fondement naturel (par exemple, la difficulté, la pénibilité de l'activité, ou le fait qu'elle s'applique à des objets matériels), son fondement est politique. Pour prendre un exemple contemporain, l'Union européenne recommande aux États membres d'inclure désormais le produit de la prostitution dans le PIB, mais c'est toute l'histoire du PIB qui est celle d'un débat sur ce qu'il est légitime de considérer comme du travail dans l'ensemble des activités, donc sur ce qui, dans la richesse, doit faire l'objet d'une validation sociale monétaire. Cette validation sociale est d'abord un enjeu de pouvoir. La domination masculine s'exprime (et se fonde) dans le déni de valeur attribuée aux activités des femmes. La domination de la bourgeoisie se fonde sur une définition, une pratique et une mesure de la valeur qui lui donnent tout pouvoir sur le travail socialement reconnu dans sa sphère : n'y sera réputée produire de la valeur, être du travail donc, que l'activité menée par un mineur économique qui se soumet sur le marché de l'emploi à un employeur, lequel lui affecte, dans le salaire, le pouvoir d'achat nécessaire à la reproduction de sa force de travail, de sorte qu'il produise, sous la dictature du temps, des marchandises dont la vente permettra la mise en valeur du capital des propriétaires de l'outil de travail et des prêteurs. Cette pratique capitaliste de la valeur et du travail exprime la violence du rapport de production dans quatre institutions majeures : le droit de propriété lucrative (c'est-à-dire le droit d'exploiter le travail d'autrui en l'embauchant sur l'outil de production dont on est propriétaire), le marché de l'emploi, la mesure de la valeur par le temps de travail, le crédit pour financer l'investissement. Ces institutions ont fait l'objet d'une construction séculaire dans l'affrontement de l'aristocratie et de la bourgeoisie pour la maîtrise de la valeur jusqu'au triomphe de celle-ci au XIX^e siècle.

On voit que ces institutions de la violence capitaliste ne portent pas d'abord sur « le partage de la valeur », sur l'accaparement par la bourgeoisie d'une partie de « la valeur » produite par les travailleurs et les travailleuses. Le pouvoir de la classe dirigeante ne se caractérise pas d'abord par sa capacité de ponction sur le travail d'autrui, de sorte que l'enjeu serait de modifier la répartition du PIB entre « revenus du travail » et « revenus du capital » pour plus de « justice sociale » : dans ce cas, la valeur économique n'est interrogée que dans son partage, pas dans sa pratique, alors que cette dernière détermine la production de la richesse. Or, la pratique capitaliste de la valeur repose sur une valorisation du travail dont les effets sur la richesse sont désastreux. La combinaison de la propriété lucrative, du marché du travail, de la mesure de la valeur par le temps et du crédit conduit à une indifférence pour l'utilité sociale des valeurs d'usage produites, à une réduction du temps de travail par unité source d'impossibilité d'un travail concret satisfaisant, à une impuissance collective concernant la localisation et la définition des activités, à une course folle à la marchandise et à tant d'autres impasses dans la production de richesse qu'il est impossible de changer cette dernière sans changer la pratique de la valeur.

Un tel projet est sans objet si « la valeur » est un attribut invariant du capital. C'est donc de la valeur, c'est-à-dire du travail et de la monnaie, qu'il faudrait débarrasser la production de la richesse si l'on veut en finir avec la croissance capitaliste. Un tel projet de richesse sans valeur séduit, tellement la violence de la valeur capitaliste pose de graves défis tant anthropologiques qu'écologiques. Mais il s'agit là d'un rêve mortifère d'une production sans pouvoir, dédiée à la transparence des valeurs d'usage. Rêve : le tragique du pouvoir traverse tous les modes de production. Rêve mortifère : le pouvoir évacué par la porte de la suppression du fétichisme de la valeur (capitaliste), par la fin du travail comme médiation des rapports sociaux, par la suppression de la monnaie, revient par la fenêtre d'autres institutions qui ne sont pas plus gérables politiquement que le travail et la monnaie. Certes, travail et monnaie expriment la violence, mais ils sont aussi les inventions séculaires de sa gestion politique par la transformation, dans la lutte de classes, de leur sens. Le rêve d'une richesse libérée de la valeur est aussi un rêve désespéré, par ignorance du déjà-là émancipateur dont est porteuse la pratique salariale de la valeur que la classe ouvrière a commencé à instituer au XX^e siècle.

Le « déjà-là » d'une autre pratique, salariale, de la valeur

Quel sens alternatif à leur pratique capitaliste peuvent avoir la valeur et le travail si on considère que la classe ouvrière n'a pas été au XX^e siècle l'idiot utile du capital en se battant pour la fonction publique ou pour la sécurité sociale ? Car c'est bien de la prise au sérieux de la critique sociale, généralement considérée comme négligeable par la science sociale, qu'il s'agit ici.

Que l'on prenne en considération sa lecture régulationniste de soutien de la demande en phase fordiste du capitalisme, sa lecture marxiste orthodoxe de

reproduction élargie de la force de travail, ou encore sa lecture ésotéricomarxienne de fausse conquête fascinée par le fétichisme de la valeur, la sécurité sociale¹, telle qu'elle existe en France par exemple, est analysée comme fonctionnelle à un capitalisme que les combats de la classe ouvrière ont accompagné si ce n'est conforté. Cette lecture révisionniste de l'histoire économique est chargée du mépris de classe de ses auteurs (ou condamnée aux apories d'une a-histoire dans sa variante *Wertkritik* qui fait des capitalistes et des travailleurs les servants impuissants d'un Moloch qui les broiera de conserve).

La mobilisation sur le salaire, pendant des décennies, d'une classe ouvrière organisée de façon autonome et portée par un projet d'autonomie, a conduit à la mise en place d'institutions qui commencent à en changer radicalement le sens. Sa pratique capitaliste de prix de la force de travail, pouvoir d'achat de mineurs économiques niés comme producteurs de valeur et soumis au chantage à l'emploi et à celui des actionnaires et des prêteurs dans la production de marchandises sous la dictature du temps, a été subvertie par quatre orientations décisives qui remontent au Conseil national de la Résistance² et qu'il est possible de généraliser dans la construction d'une classe révolutionnaire :

- le salaire à vie de la fonction publique, des milieux de la santé, des retraités, ouvre la voie à la suppression du marché du travail pour tous et à la conquête d'un droit politique au salaire pour tous les citoyens et toutes les citoyennes avec, par exemple, son inscription dans une fourchette de 1 à 4 (premier niveau de qualification attribué à 18 ans, carrière salariale avec quatre niveaux de qualification, salaire maximum quatre fois supérieur au salaire du niveau 1) ;
- la mesure de la contribution de l'administration au PIB par la somme des salaires des agents, dont la majorité sont des fonctionnaires titulaires de leur qualification, ouvre la voie au remplacement du temps de travail par la qualification du producteur dans la mesure de la valeur ;
- le subventionnement des investissements publics (hôpitaux et autres équipements des collectivités publiques) par la socialisation de la valeur dans le Trésor public ou dans les caisses de sécurité sociale fait la démonstration à une vaste échelle qu'il est possible de se passer du crédit, et donc des marchés financiers, pour financer l'investissement, et que la création monétaire pourrait se faire sans crédit ;

1 La sécurité sociale désigne en France les programmes et les services sociaux accessibles gratuitement, ou à coût modeste, à l'ensemble des citoyens et des citoyennes de ce pays. (NdR)

2 Le Conseil national de la Résistance était l'instance politique qui dirigeait et coordonnait les différents mouvements de la Résistance intérieure française pendant la Seconde Guerre mondiale, toutes tendances politiques comprises. Ce conseil était composé de représentants de la presse, des syndicats et des délégués des partis politiques hostiles au gouvernement de Vichy à partir de la mi-1943. (NdR)

- la gestion du régime général de la sécurité sociale par des salariéEs élus élisant les directeurs de caisses a fait de 1946 à 1961 la démonstration que la copropriété d'usage de l'outil de travail par les travailleuses et les travailleurs concernés peut être étendue à toute entreprise.

Si le tiers du PIB est ainsi produit aujourd'hui dans une pratique salariale de la valeur sans marché du travail, sans propriété lucrative, sans mesure de la valeur par le temps de travail et sans crédit, toute la valeur peut être libérée de sa pratique capitaliste.

Conclusion

Sortir la production de richesse de l'impasse dans laquelle la mène la pratique capitaliste de la valeur est-il suffisant pour assurer qu'elle répondra aux exigences anthropologiques et écologiques de l'heure ? Des salariéEs à vie copropriétaires d'usage des entreprises, libérés de la dictature du temps et maîtres de l'investissement en sont-ils la garantie ? Répondre oui serait croire au peuple vertueux, ce qu'on se gardera de faire. La généralisation de la pratique salariale de la valeur n'est pas, heureusement, la fin de l'histoire. Mais c'est un pas nécessaire.